

Around Europe

Conseil quaker pour les affaires européennes

Nr 286 octobre 2006

Rapport sur une audition européenne de sécurité

L'audition eut lieu au Parlement européen, le 12 septembre 2006. Elle fut animée par l'Intergroupe des Initiatives pour la paix.

Sur quoi tourna la discussion ?

Ben Hayes, membre de Statewatch¹, et Herbert von Bose, chef d'unité de l'Action préparatoire pour la recherche liée à la sécurité, discutèrent de questions se posant du fait que le septième programme cadre (FP7), récemment approuvé, englobe le financement de la recherche dans le domaine de la sécurité civile. Les programmes cadres (FP) constituent les principaux outils financiers grâce auxquels l'Union européenne soutient les activités de recherche et de développement. La ligne de démarcation entre la recherche dans le domaine de la sécurité civile et la recherche militaire semble extrêmement ténue et certains considèrent qu'il se peut que l'UE soit maintenant passée du mauvais côté de cette ligne.

Pourquoi cela intéresse-t-il les Quakers ?

Le FP7 propose certains programmes de recherche sur la sécurité civile, mais le problème vient du fait que certains domaines de recherche ont plus un parfum militaire que civil. Un récent rapport du Statewatch intitulé « Arming Big Brother » cite plusieurs exemples : les passeports biométriques, le projet Galileo, permettant de suivre les déplacements des gens à partir de l'espace, et un autre projet appelé « Probant » rendant possible le traçage et la visualisation des individus à l'intérieur des bâtiments. Herbert von Bose, membre de la Commission, tint à rappeler à son public que l'UE ne dispose pas d'un budget militaire, cela lui est d'ailleurs interdit ; les affaires relatives à la défense et à la sécurité sont toujours gérées selon la méthode intergouvernementale. Lors de cette audition, les discussions tournèrent autour de la question de savoir si oui ou non le budget était employé, peut-être pas officiellement, à des fins militaires.

Quelles étaient les principales objections ?

Ben Hayes craignait que la totalité de la recherche proposée dans FP7 ne soit pas ce qu'il qualifierait de « recherche sérieuse » de produits, mais concerne plutôt le développement de produits. Il demanda pourquoi des compagnies privées dont la vocation est clairement militaire reçoivent des subsides pour développer des technologies de défense contre les armes produites par ces mêmes compagnies, il exprima ensuite son inquiétude au sujet de l'influence potentielle que pourraient avoir ces compagnies au sein d'un soi-disant plan de sécurité civile. Il fit ensuite remarquer que cinq des projets de recherche « civile » mentionnés étaient des projets de surveillance. Il affirma que ces projets ne concernaient pas tant la recherche dans le domaine des applications civiles et visaient plus l'instauration d'une nouvelle politique de l'UE.

¹ Statewatch est une ONG britannique surveillant les télécommunications dans l'UE.

Ben Hayes s'inquiéta également du manque apparent de consultation au FP7. Quant à la société civile, les questions de l'Eurobaromètre, censées jauger l'opinion publique, étaient beaucoup trop générales que pour montrer si oui ou non le public approuve ces aspects spécifiques de la recherche en sécurité.

Quant aux institutions européennes, Ben Hayes exposa le fait qu'aucune discussion sérieuse n'était portée devant le Conseil, qu'aucune consultation n'avait lieu au Parlement européen, et que la prise de décision était pratiquement déléguée à un groupe de conseillers responsables devant personne.

Il déclara ensuite que le niveau de sécurité réclamé par les gouvernements est illusoire. A la place, l'Europe devrait chercher à résoudre les causes du conflit plutôt que de développer des technologies de défense agressives.

Comment Herbert von Bose répondit-il ?

Il tint à expliquer que bien entendu personne, et lui moins que tout le monde, ne voudrait d'une Europe calquée sur le modèle de Big Brother, mais il défendit également la recherche sur les programmes de recherche. Il admit qu'une partie de cette recherche civile profiterait vraisemblablement aussi au domaine militaire, mais cela ne veut pas dire pour autant que l'objectif premier de cette recherche est l'usage militaire. Il réagit également aux accusations selon lesquelles l'UE finance directement les compagnies militaires. Premièrement, il refusa d'admettre que ces compagnies sont « exclusivement militaires ». Deuxièmement, il déclara qu'employer d'autres compagnies ne possédant pas cette expérience militaire ralentirait beaucoup la recherche et coûterait plus cher aux contribuables.

Conclusions

Il est juste de dire que les orateurs choisirent de contester les dépenses prévues dans le budget du FP7. Tout le monde reconnut l'importance de la sécurité civile, le désaccord concernait plutôt les moyens d'y parvenir. Herbert von Bose concéda qu'à l'avenir, il faudrait plus étudier les causes premières des conflits, mais il soutint que cela ne doit pas faire partie du budget de recherche dans ce domaine particulier.

Un rapport plus détaillé sur cette question et les autres événements Intergroupes sont disponibles sur le site du QCEA.

Sarah Barnett